

▷ LEVAGEURS

# Sécurité et formation, des enjeux pour l'avenir

Si la croissance est toujours de mise, la concurrence augmente la tentation des mauvaises pratiques et met en évidence le manque de personnel qualifié.

**S**outenu par la bonne santé du BTP, le marché de la location de grues mobiles reste porteur et poursuit sa croissance régulière de 5% par an depuis 2003. Avec 4000 grues mobiles en activité en 2005, les 400 entreprises du secteur engendrent 500 millions d'euros de chiffre d'affaires (source Snug, Syndicat national des utilisateurs de grues). Un contexte qui reste tout de même très concurrentiel, où les prix, déjà tendus, se sont même orientés à la baisse. « C'est une tendance générale dans la location de matériel, rappelle Francis Gilberg, secrétaire général du DLR. » Conséquence, le marché se concentre et les petites sociétés, sont rachetées par les plus importantes comme Mediaco, Sogecofa ou le groupe Althead qui a augmenté son chiffre d'affaires de 35% en 2004 après l'intégration de France Levage.

**Concurrence contre sécurité?** Face à la concurrence et à la pénurie de personnel qualifié, les entreprises interrogées mettent toutes l'accent sur la gestion des risques. « Il y a eu une prise de conscience de notre personnel mais aussi des clients à qui nous soulignons les points clés. Nous vérifions toujours la faisabilité du travail avant le début du chantier, précise Christine Dall'agata, directeur général du groupe Sogecofa. C'est essentiel car le niveau d'information est parfois basique lors de la prise de commande. » C'est dans ce cadre que l'Oppbt et le Snug se sont engagés depuis le 27 avril dernier à réaliser un guide des bonnes pratiques, auquel s'associeraient les fédérations des clients telles que la FNTE, la FFB ou le Syndicat national du Montage-Levage. Remis aux clients par le levageur, il les informera du danger de pratiques qui faussent la

concurrence. Comme le shuntage, « il arrive encore fréquemment que les clients mettent la pression sur le grutier, souligne Christine Dall'agata, mais ça a beaucoup évolué ces dernières années. » Comment les levageurs peuvent-ils faire respecter les règles de sécurité? En responsabilisant les grutiers, affirme-t-on chez Sarens où une campagne de sensibilisation interne « shunter c'est chuter » a été lancée en 2006. Sur le terrain, des audits de chantiers sont réalisés par les techniciens au cours de leur visite sur les chantiers. « Nos commerciaux sont formés spécialement pour ces audits », précise Arnaud Dehondt, responsable exploitation pour les grues chenilles chez Sarens.

**Gérer les ressources humaines.**

« Les levageurs gèrent deux ressources, les machines et les hommes. C'est en faisant attention aux ressources humaines aujourd'hui que nous aurons les marchés de demain. Sinon, nous aurons les machines mais pas le personnel pour les conduire », prévient Arnaud Dehondt. Des politiques de ressources humaines sont mises en place pour fidéliser le personnel existant et recruter de nouveaux opérateurs pour renouveler les départs à la retraite en anticipant la perte du savoir faire. « C'est un métier que les jeunes aiment, constate Michel Licasi, directeur régional du groupe Sogecofa. Il faut les prendre en apprentissage et les former car il n'y a pas de grutiers disponibles sur le marché. Le métier, c'est le chantier. » En travaillant en double avec du personnel qualifié, ce sont les futurs retraités qui forment les futurs opérateurs. Selon le Snug, 90% des grues mobiles

vendues en France sont destinées aux levageurs. Ce qui confirme le mouvement d'externalisation des opérations de levage, favorable au développement de la profession. Ce n'est pas le travail qui manque. **Sabine Ganansia** ■

OPINION

**« Sur un chantier, nous travaillons à 90% avec le même levageur »**

PIERRE MONTOSY, responsable logistique de Besix

« Notre premier critère de sélection est le prix. Mais nous comptons aussi beaucoup sur la disponibilité et la ponctualité des levageurs sélectionnés. Sur le chantier de la tour CBX à la Défense, par exemple, nous avions des créneaux horaires très précis pour les autorisations de transport des grues mobiles. Du coup nous avons beaucoup fonctionné par forfaits de demi-journée et la ponctualité était primordiale. Si une grue n'était pas disponible, nous utilisions parfois le calibre au-dessus, sans facturation supplémentaire. Sur un chantier, nous travaillons à 90% avec le même levageur, mais pour éviter tout incident, nous en avons toujours un second en « roue de secours ». Pour des chantiers de moyenne durée, nous avons déjà fait venir des grues d'une autre région que celle du chantier. Il faut que ce soit un gros modèle et qu'elle reste un certain temps pour répartir le coup du transport sur le prix de la location. Besix est une entreprise belge et il nous est déjà arrivé de faire venir des grues que nous possédions en propre en Belgique. Mais pour la location, il y a tout ce qu'il faut en France. »

INTERVIEW



**« Nous sommes pénalisés face à la concurrence européenne »**

CHRISTIAN-JACQUES VERANZA, pdg de Mediaco

**Comment qualifieriez-vous le marché de la location de grue en 2005?**

Plus soutenu qu'en 2004. En ce qui concerne Mediaco, notre chiffre d'affaires a progressé de 10% en 2005.

2006 s'annonce du même ordre, probablement parce que nous avons une meilleure couverture, une meilleure pénétration du marché et qu'il y a plus d'arrêts d'usines.

**Que pensez-vous de la concurrence européenne?**

Les 35 heures sont une catastrophe pour la France. De plus en plus de sociétés étrangères ne respectent pas la loi française et font travailler 60 heures leur personnel. C'est un scandale de voir que le gouvernement n'aide pas ces entreprises qui créent des emplois. Sans parler des avantages fiscaux, de la taxe professionnelle, de la taxe à l'essieu, des entreprises européennes qui roulent au fioul et pas au gazole, des conditions de circulation et des plus-values sur la cession de matériel qui n'existent pas à l'étranger. Nous sommes pénalisés face à la concurrence européenne. Il faut harmoniser tout ça. L'Europe fiscale existe mais pas l'Europe économique.